



Syndicat National **P**énitentiaire des **S**urveillant(e)s
et Surveillant(e)s Brigadiers



Châtiment des Surveillant(e)s : Retour sur une trahison organisée...

Le 15 janvier dernier, une mobilisation nationale des personnels pénitentiaires est née à la suite d'une tentative d'assassinat commise par un détenu radicalisé, sur 4 de nos collègues du Centre Pénitentiaire de Vendin-le-Vieil.

Les personnels de Vendin-le-Vieil aussitôt mobilisés, une entente syndicale nationale s'est ensuite formée entre UFAP-FO-CGT. D'emblée, cette entente a donc exclu l'ensemble des partenaires syndicaux. Cette mauvaise stratégie, a dès lors constitué un obstacle à un front syndical UNI, pourtant indispensable à un plus grand rapport de force qui aurait pu s'engager sur la base d'un socle de revendications communes, et de modalités d'actions communes.

Comme d'habitude, ces 3 syndicats, ont donc ignoré les autres organisations syndicales, pour laisser place, aux bonnes vieilles stratégies du leadership syndical.

Malgré tout, le S.P.S., 4^{ème} organisation syndicale nationale représentative du Corps d'Encadrement et d'Application (dont les Svts et Svts Brigadiers font aussi partie), avec 1 siège en C.A.P. Nationale, a lancé un appel à la mobilisation, en solidarité des agents lâchement agressés, afin d'exiger des moyens, matériels, humains, coercitifs, et législatifs, pour renforcer l'autorité des agents, estimant qu'il était également temps que la question statutaire et indemnitaire soit révisée et améliorée en faveur des Surveillant(e)s.

Ainsi, bien loin des stratégies syndicales nationales des 3 syndicats majoritaires, nos militants, adhérents et sympathisants ont été très nombreux, à répondre présents devant leur établissement sous la bannière du S.P.S., souvent même en entente syndicale locale, régionale.

Ce mouvement s'est largement amplifié les jours suivants, après d'autres actes violents de terrorisme perpétrés par des détenus radicalisés, à l'encontre de 7 collègues de Mont-de-Marsan, 1 collègue du C.D de Tarascon, et 2 autres collègues du C.P de Borgo.

Les Surveillant(e)s qui étaient les fers de lance de cette mobilisation, entendaient ainsi soutenir leurs collègues agressés, dénoncer les carences sécuritaires récurrentes dans la gestion des détenus radicalisés, et plus largement la gestion des détenus violents qui gangrènent de plus en plus notre milieu, **avec l'espoir de sortir de l'ombre..., d'être reconnus..., d'être enfin considérés...**

.../...

Le 19 janvier, après 5 jours d'intense mobilisation des Surveillant(e)s, l'entente syndicale UFAP-CGT **présentait un projet de relevé de conclusions issu de leurs revendications nationales**, lesquelles excluait d'une manière irresponsable, la valorisation et la reconnaissance du métier de Surveillant(e), et donc des sujets majeurs, qu'ils soient d'ordre statutaire et indemnitaire.

La pression du terrain a été si forte qu'elle a obligé l'entente syndicale UFAP-CGT a revoir sa copie pour y inclure enfin la valorisation et la reconnaissance que méritent les Surveillant(e)s.

Que de temps perdu par les 3 organisations syndicales dites « représentatives », incapables de trouver un terrain d'entente pour présenter un front syndical uni dans l'intérêt des Surveillant(e)s.

Pire, toujours plus animées par les enjeux et intérêts électoraux, elles se sont livrées à de la surenchère tant dans leurs revendications que dans les modalités d'actions qui ont exposé les Surveillant(e)s à une distribution de sanctions diverses et variées.

Une semaine de combat perdue !

Le 25 janvier, L'UFAP censée être en entente syndicale avec la CGT, présente un nouveau projet de relevé de conclusions qui concède finalement quelques miettes sur l'indemnitaire mais toujours rien dans le domaine statutaire, qu'il s'agisse du niveau de classification de notre profession et de l'autorité des surveillants.

Le 26 janvier, comme nous l'avions craint et annoncé quelques jours avant, l'UFAP nous rechante son vieux refrain « *Nous avons consulté la base* » avant de signer le dernier relevé de conclusions, très largement incomplet sur le volet sécuritaire et indemnitaire, et totalement vide pour ce qui concerne le statut des Surveillant(e)s. Quant à la CGT, elle s'est finalement désolidarisée de l'UFAP.

La démobilisation générale qui a suivi témoigne de l'écœurement des Surveillant(e)s, trahis, désabusés, épuisés par le combat qu'ils ont mené dans le froid, sous la pluie, endurant la violence des forces de l'ordre et les sanctions.

OUI ! Les intérêts des Surveillant(e)s ont bel et bien été sacrifiés par la stratégie des 3 syndicats majoritaires qui, au-delà de leurs discours de façade, ont clairement fait cavalier seul dans la course aux élections professionnelles de fin d'année. Qu'ils assument leurs responsabilités !

Preuve, s'il en fallait encore : Les derniers communiqués de FO et de la CGT, qui revendiquaient pour d'autres catégories de personnel, diluant toujours un peu plus dans la masse, les revendications des Surveillant(e)s, pourtant à l'origine de cette mobilisation historique.

Plus jamais ça !

le Bureau Central National